



Afrique Nourricière

RESEAU DES ORGANISATIONS PAYSANNES ET DE PRODUCTEURS
AGRICILES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST
09 BP 884 Ouagadougou 09 - Tel (226) 36-08-25 ; Tel/Fax : 36-26-13 ;
Site : www.roppa.info - Email : roppa@roppa-ao.org; roppabf@liptinfor.bf ;

**APPEL DES PAYSANS ET PRODUCTEURS DE L'AFRIQUE DE
L'OUEST MEMBRES DU ROPPA**

**AUX CHEFS D'ETATS
ET
AUX HONORABLES DEPUTES DES PARLEMENTS
NATIONAUX ET DU PARLEMENT DE LA CEDEAO**

A un mois du démarrage de la Campagne Agricole 2008 – 2009, espoir annuel pour des dizaines de millions d'exploitations familiales, une grande inquiétude plane dans les villages, communautés rurales et communes de l'espace CEDEAO : « Comment assurer la nourriture des familles et des animaux, ainsi que les coûts des intrants agricoles ? »

Les mauvais résultats de la campagne agricole 2007 – 2008 et la flambée des prix des produits de première nécessité partout dans notre région menacent les fragiles épargnes et économies locales. Tout en appréciant les divers efforts et initiatives mis en chantier dans tous nos pays, nous souhaitons plus de volonté politique pour motiver la mobilisation des paysans et producteurs à relever le défi d'une production abondante et de qualité des céréales, tubercules, viande, lait et poisson qui constituent la base de notre alimentation.

Oui c'est possible et nous devrions y croire et nous y engager.

Notre région détient une superficie cultivable de plus de 197 000 000 hectares, dont seulement 54 millions sont emblavées, avec 120 000 000 hectares de pâturages. Nous recevons 1 000 milliards de m³ d'eau par an et disposons d'un potentiel d'irrigation très important, des ressources maritimes et forestières abondantes.

Tous ces atouts n'ont pas poussé à un boom agricole. Nous ne dépassons pas en moyenne 523 U\$ en valeur ajoutée par travailleur et importons pour nous nourrir la valeur de plus de 4 milliards U\$ par an (Source FAO).

Sur la prévision révisée dans la CEDEAO, le Tchad et la Mauritanie (excepté le Libéria), les productions céréalières sont estimées à 47,2 millions de tonnes, selon la FAO. Sur l'ensemble des Etats de la CEDEAO, il n'existe pas des stocks de sécurité alimentaire à hauteur de 2,5% des récoltes.

Pendant que l'Afrique détient 80% des ressources en phosphates, (utilisation moyenne de 9 kg/ha), les coûts des intrants et le taux de crédit agricole sont parmi les plus élevés au monde (excepté le Sénégal).

La flambée généralisée des prix mondiaux des produits agricoles et alimentaires liée entre autres à la recherche de nouvelles sources d'énergie et la lenteur dans la construction de notre marché régional protégé et sécurisé, accentuent les risques d'une insécurité aiguë et limitent nos marges de manœuvre.

Ce constat peut malheureusement perdurer si les mesures continuent d'être prises par les Etats individuellement avec les effets très ponctuels et inefficaces.

Au regard de l'ampleur de la décapitalisation des exploitations familiales ces dernières années, les mesures d'urgences à elles seules ne suffisent pas pour relever le défi d'une croissance agricole durable d'une part et, lutter efficacement contre l'insécurité alimentaire et la pauvreté. Elles doivent s'intégrer dans une stratégie à moyen et long terme de développement agricole et de réduction de la dépendance alimentaire de l'Afrique de l'ouest.

Aujourd'hui reconnaissons ensemble avoir perdu du temps dans les erreurs, les hésitations et la peur de "fausses puissances".

La promotion agricole partout dans le monde à ce jour est portée par :

- Le développement de services agricoles et agro-alimentaires efficaces,
- L'opérationnalité de conseil agricole et rural co-géré entre les acteurs publics et privés,
- L'organisation des marchés et des infrastructures,
- Le développement des capacités pour la structuration des OP et des interprofessions,
- La construction des mécanismes de financement bonifiés,
- Le financement public,
- Les soutiens aux revenus,

A la veille de la campagne agricole, la situation est grave.

C'est pourquoi, nous vous invitons à répondre positivement aux propositions d'extrême urgence en :

- Soutenant les familles rurales en vivres de soudure partout où de besoins et
- Soutenant les initiatives des organisations paysannes en matière de gestion des stocks et de l'offre en céréales et autres denrées alimentaires locales, au profit des familles rurales démunies
- Fournissant les exploitations familiales en semences,
- Subventionnant les engrais et produits phytosanitaires à 50%,
- Bonifiant le taux de crédit pour l'amener à 6%,
- Prévoyant des stocks de sécurité alimentaire dans tous les Etats à un niveau de 3% des besoins de consommation nationale en 2009.
- Accélérant la construction du marché régional avec un Tarif Extérieur (TEC) et tous les instruments de protection appropriés,
- Accélérant la mise en œuvre de la politique agricole de la CEDEAO (ECOWAP)

Ces mesures doivent être prises pour cette campagne agricole et permettre aussi de préparer dès à présent la campagne suivante.

Le ROPPA et ses membres restent convaincus que ce qu'aucun pays développé n'a voulu faire, nous ne pourrons pas le faire.

Nous exigeons à la communauté internationale de :

Nous permettre de faire, à hauteur de nos moyens et ressources, ce que les puissants Etats agricoles font et continueront de faire en soutenant leur agriculture par des subventions et dont les productions viennent concurrencer celles de nos braves paysans, pasteurs, pêcheurs et forestiers.

Nous invitons nos chefs d'Etat à une volonté politique forte et des actes concrets, et plus spécifiquement à :

- ***Soutenir plus vigoureusement le développement de la production locale en :***
 - Renforçant les institutions publiques de recherche et de conseil agricole.
 - Soutenant la production et la diffusion de plants et semences pour les productions vivrières, l'amélioration des espèces animales et halieutiques et leur diffusion auprès des exploitants agricoles.
 - Mettant en place des mesures communautaires pour une gestion transfrontalière durable des ressources naturelles.
 - Respectant les engagements des Etats à mettre en œuvre des réformes foncières favorables à la sécurisation des exploitations familiales, des groupes vulnérables ou spécifiques (femmes, pasteurs...).

- Renforçant le secteur de l'irrigation par une dynamisation des organismes de gestion des bassins hydrographiques, et le soutien au développement de la petite irrigation agricole.
 - Développant et en renforçant les initiatives de gestion des eaux pluviales et de défense et restauration des sols pour une amélioration des productions pluviales.
 - Renforçant le financement public au secteur de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de la foresterie pour la modernisation des exploitations et la valorisation des productions, par des mécanismes plus ambitieux et plus efficaces d'investissement rural, l'affectation d'au moins 10% du budget national au secteur agricole conformément à la décision des chefs d'Etat à Maputo.
- *Favoriser un développement rapide de marchés locaux et régionaux des produits agricoles et agroalimentaires en :*
- Adoptant une politique de gestion de l'offre et des mesures de protection appropriées à l'importation des produits concurrençant les productions locales
 - Mettant en place des infrastructures routières et marchandes en milieu rural pour permettre le stockage et la distribution des produits agricoles et agroalimentaires.
 - Développant des politiques et mécanismes plus appropriés pour promouvoir la transformation artisanale et semi industrielle des produits agricoles au niveau des zones de production, en vue de leur meilleure diffusion et pour créer de la valeur ajoutée.
 - Renforçant les outils d'informations agricoles et des marchés des produits agricoles et agroalimentaires et leur accès aux exploitants agricoles.
- *Développer des politiques de sécurisation des activités agricoles et des exploitations familiales en :*
- Définissant des outils et des mécanismes de financement pérennes, pour la gestion des risques et crises spécifiques (invasion acridienne, inondation, sécheresse, évènement imprévisibles...) auxquels sont confrontées les activités agricoles et les exploitations familiales.
 - mettant en œuvre des politiques appropriées d'aménagement des terroirs pour valoriser les énormes potentialités existantes et développer des complémentarités productives.
 - Soutenant l'accessibilité des villages à l'énergie, pour accroître la productivité et améliorer le cadre de vie.

Nous acceptons d'être faibles dans certains domaines techniques et économiques, mais croyons être au même niveau que tous ces Etats pour le sens de l'honneur, de la dignité et de servir ceux qui nous font confiance.

Le ROPPA s'engage à vous soutenir pour relever le défi collectif de souveraineté alimentaire dans les Etats de la sous région.

Ouagadougou, le 30 Avril 2008